

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 654

[C — 2008/29092]

**13 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant le code de bonne conduite des utilisateurs des systèmes informatiques, du courrier électronique et d'Internet au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 08 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, et l'article 20, remplacé par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 3, tel que modifié par le décret du 17 décembre 2003, et l'article 13, tel que remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière (IFC), notamment l'article 45, alinéa 2, tel que remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé, O.N.E, notamment l'article 24, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniales qui dépendent de la Communauté française, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant création du comité d'accompagnement pour l'accès à l'internet via le serveur de la Communauté française, tel que modifié par l'arrêté du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public, tel que modifié par l'arrêté du 2 septembre 2005;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel telle que modifiée;

Considérant la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques telle que modifiée;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 30 novembre 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 1<sup>er</sup> décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 17 décembre 2004;

Vu l'avis du Corps interministériel des Commissaires du Gouvernement donné le 03 décembre 2004;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée donnée le 9 novembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 17/01/2005 :

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication donné le 28/01/2005;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française donné le 21/03/2005;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de Formation en cours de Carrière donné le 06/02/2006;

Vu le protocole d'accord n° 344 du 6 octobre 2006 du Comité de négociation du secteur XVII;

Vu l'avis 42.341/2/V du Conseil d'Etat donné le 25 juillet 2007;

Sur proposition du Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions;

Après délibération du Gouvernement du 13 décembre 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique dès le moment où un utilisateur se connecte au réseau informatique des services ou organismes visés au § 2, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, que ce soit avec du matériel appartenant à ces services ou organismes ou avec du matériel propre.

§ 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française », les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, à l'exception du Commissariat Général aux Relations Internationales (CGRI);

2<sup>o</sup> « Gouvernement », le Gouvernement de la Communauté française;

3<sup>o</sup> « services de la Communauté française », le Ministère de la Communauté française, les organismes d'intérêt public visés au point 1<sup>o</sup>, les Cabinets ministériels des membres du Gouvernement, le Service Permanent d'Assistance aux Cabinets de la Communauté française (SEPAC), le Corps des Commissaires du Gouvernement, le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant;

4<sup>o</sup> « comité d'accompagnement pour l'accès à Internet », le comité créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant création d'un comité d'accompagnement pour l'accès à l'Internet via le serveur de la Communauté française;

5<sup>o</sup> Etnic : l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication », organisme d'intérêt public créé par le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

6<sup>o</sup> « la commission de déontologie », la commission créée par l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'Intérêt public;

7° Intranet : Un réseau privé interne à une organisation;

Extranet : Un réseau informatique permettant d'échanger des données entre différentes organisations identifiées et consentantes;

Internet : Un réseau de type coopératif qui utilise un système international d'adresses permettant l'envoi de courriers électroniques et de fichiers entre divers types de ressources informatiques réparties sur le monde entier;

8° Courrier électronique : Tout courrier électronique, et ses pièces jointes, qui peut être stocké dans le réseau informatique ou dans l'équipement terminal du destinataire jusqu'à ce que ce dernier le récupère;

9° Réseau informatique : les systèmes de transmission, actifs ou passifs et, le cas échéant, les équipements de commutation ou de routage et les autres ressources qui permettent l'acheminement de signaux par câble, par voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques, dans la mesure où ils sont utilisés pour la transmission de signaux autres que ceux de radiodiffusion et de télévision;

10° Navigateur (Browser): Logiciel d'interface conçu pour consulter et interagir avec les ressources Internet du World Wide Web (www);

11° Webmail (courriel web): Site WEB visant à assurer l'émission, la consultation et la manipulation de courriers électroniques;

12° URL : « Acronyme de « Uniform Resource Locator ». Chemin indiquant la localisation d'un répertoire, d'un fichier ou d'une ressource se trouvant sur un réseau Internet, extranet ou intranet;

13° Responsable du traitement : Responsable fonctionnel;

14° Ressource informatique : Tout matériel ou logiciel à la disposition d'un utilisateur;

15° Utilisateur : Membre du personnel connecté au réseau informatique (usage privé ou professionnel);

16° Logiciel informatique « métier » : application informatique spécifique aux besoins fonctionnels

**Art. 2.** Dans le cadre de la relation professionnelle les liant aux services de la Communauté française et dans la mesure où cette relation professionnelle le nécessite, les utilisateurs, en fonction des droits d'accès qui leur sont attribués, sont connectés à l'Internet. La connexion au réseau de la Communauté française leur donne le droit :

1° d'utiliser ce réseau;

2° de partager des documents;

3° d'accéder :

a) à l'information relative aux services communs offerts par les services de la Communauté française;

b) à l'information leur permettant d'utiliser au mieux les moyens mis à leur disposition;

c) à l'information sur la sécurité, le contrôle et la surveillance des systèmes qu'ils utilisent;

d) le cas échéant au réseau intranet et extranet.

Ils ont le droit, conformément au plan biennuel de formation prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003 relatif à la gestion financière et à l'organisation administrative de l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française comme service de la Communauté française à gestion séparée, de recevoir les formations adéquates afin de pouvoir se servir correctement du matériel et des systèmes informatiques mis à leur disposition.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup> Sauf autorisation préalable de son supérieur hiérarchique de rang 12 au moins, la connexion réseau ne peut être utilisée :

1° à des fins lucratives ou pour diffuser des informations commerciales, et ce aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des services de la Communauté française;

2° pour la consultation de sites à caractère pornographique ou pédophile, ou dont le contenu est susceptible de porter atteinte à la dignité d'autrui et notamment la consultations de sites prônant la discrimination sur base du sexe, de l'orientation sexuelle, du handicap, de la religion ou des convictions politiques d'une personne ou d'un groupe de personnes ou qui contreviennent à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains aspects inspirés par le racisme et la xénophobie et à la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification, ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

§ 2 La connexion réseau ne peut être utilisée :

1° pour transférer des courriers électroniques avec l'intention de nuire à leur expéditeur ou à l'auteur du courrier électronique initial;

2° en vue de la diffusion d'informations, privées ou professionnelles, de nature à nuire aux services de la Communauté française.

3° pour l'envoi de courriers électroniques à caractère pornographique ou pédophile, ou dont le contenu est susceptible de porter atteinte à la dignité d'autrui et notamment l'envoi de courriers électroniques prônant la discrimination sur base du sexe, de l'orientation sexuelle, du handicap, de la religion ou des convictions politiques d'une personne ou d'un groupe de personnes ou qui contreviennent à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains aspects inspirés par le racisme et la xénophobie et à la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification, ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

§ 3. Les répertoires sont réservés au stockage des documents professionnels.

La conservation de fichiers personnels sur le matériel mis à la disposition des utilisateurs par les services de la Communauté française n'est tolérée que dans la mesure où ceux-ci sont de faible taille et que cette conservation n'entrave pas le bon fonctionnement du matériel, des applications et des réseaux informatiques de la Communauté française, ni le stockage des fichiers professionnels. La conservation de fichiers personnels sur les réseaux informatiques mis à la disposition des utilisateurs par les services de la Communauté française n'est pas autorisée.

L'Etnic, en collaboration avec les services de la Communauté française, précise les modalités conseillées dans ce cadre via une information en ligne des utilisateurs.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le système de courrier électronique est destiné à un usage professionnel.

L'usage occasionnel à des fins privées est toutefois toléré, à condition qu'il n'entrave en rien l'exercice des missions des services de la Communauté et la productivité du membre du personnel, et qu'il ne soit pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Lorsqu'un membre du personnel fait usage de la tolérance qui lui est accordée d'utiliser le courrier électronique à des fins personnelles, il doit supprimer, dans le corps du courrier électronique, toute mention relative aux services de la Communauté française telle que la signature automatique et toute autre indication qui pourrait laisser croire que le courrier électronique est rédigé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

§ 2. Les utilisateurs ne peuvent encombrer inutilement les boîtes aux lettres internes en envoyant des pièces jointes volumineuses. L'Etnic, en concertation avec les services de la Communauté française, précise les modalités conseillées dans ce cadre via une information en ligne des utilisateurs.

**Art. 5.** Les accès à Internet, à l'intranet et à l'extranet sont destinés à un usage professionnel.

L'usage occasionnel à des fins privées est toléré, à condition qu'il n'entrave en rien l'exercice des missions des services de la Communauté française et le travail du membre du personnel, et qu'il ne soit pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Lors de la connexion au réseau informatique ou à toute autre ressource informatique l'utilisateur doit utiliser ses moyens d'authentification personnels qui ne peuvent être communiqués ou confiés à une tierce personne

Par exception à l'alinéa précédent, l'utilisateur peut être contraint, pour des raisons de continuité de service, de transmettre à son supérieur hiérarchique de rang 12 au moins ses moyens d'authentification personnels.

§ 2. Il est interdit de se connecter en même temps au réseau de la Communauté française et à tout autre réseau informatique, notamment, via modem.

Cette interdiction vaut également pour les ordinateurs personnels portables qui peuvent être connectés au réseau de la Communauté française.

Les demandes motivées de dérogation à cette règle doivent être adressées par écrit au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou aux fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup> qui prennent, préalablement à la décision, l'avis technique de l'Etnic.

§ 3. Les fichiers dont l'extension est reprise dans la liste que l'Etnic dresse et met régulièrement à jour et qui sont attachés à un courrier électronique, ne peuvent, pour des raisons de sécurité, sauf sur demande motivée par le membre du personnel, via le supérieur hiérarchique et autorisation expresse de l'Etnic, être ni ouverts, ni exécutés.

§ 4. Aucune information pouvant faciliter l'accès à l'intranet, par des personnes étrangères aux services de la Communauté française ne peut être diffusée de quelque manière que ce soit par les utilisateurs. Seule l'administration peut le faire en collaboration avec l'Etnic, et uniquement pour des raisons techniques.

§ 5. L'utilisateur d'une ressource informatique ne peut désactiver ou bloquer de quelque manière que ce soit la mise à jour automatique des programmes anti-virus et des logiciels informatiques métier installés sur cette ressource.

**Art. 7.** Lorsque les utilisateurs visés à l'article 1<sup>er</sup> utilisent les ressources informatiques mises à leur disposition, ils veillent au respect du droit d'auteur et des autres droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers sur les informations ou logiciels qu'ils utilisent.

Afin d'assurer la cohérence et la sécurité des configurations informatiques, seule l'Etnic, après concertation avec les services de la Communauté française a le droit d'installer, après avoir vérifié la validité des contrats de licences liées aux logiciels en question, des logiciels sur les ordinateurs des services de la Communauté française ou d'habiliter l'utilisateur ou un tiers à le faire.

**Art. 8.** La Commission de déontologie est chargée de veiller au respect des obligations découlant du présent arrêté.

**Art. 9.** La collecte et le traitement des données nécessaires au contrôle exercé par la Commission de déontologie sont réalisés par les membres du personnel de l'Etnic désignés préalablement par le Fonctionnaire dirigeant de l'Etnic.

Le fonctionnaire dirigeant informe le Gouvernement de ces désignations.

L'Etnic enregistre et analyse les statistiques des accès à Internet, en tant que sous-traitant au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, dans les limites fixées aux articles 11 et 13 du présent arrêté.

Des conventions sont conclues réglant les obligations prévues à l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 entre l'Etnic et les responsables du traitement. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, les membres du personnel de l'ETNIC sont tenus à un devoir strict de confidentialité. Ils signent une déclaration relative au caractère confidentiel des données.

**Art. 10.** Les finalités du contrôle visé à l'article 9 sont les suivantes:

— vérifier et garantir la sécurité et le bon fonctionnement des systèmes informatiques des services de la Communauté française;

— constater l'existence de faits illicites ou diffamatoires, de faits contraires aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à autrui;

— assurer ou constater qu'aucune ressource ne peut être ou n'est utilisée d'une quelconque manière réprimée par la loi ou susceptible de porter atteinte à autrui;

— contrôler le respect par l'utilisateur des principes et règles énoncés dans le présent arrêté;

— évaluer les coûts générés par l'usage des moyens de communication visés au présent arrêté.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En vue de la poursuite des finalités énumérées à l'article 10, l'ensemble des accès à l'Internet à partir du réseau des services de la Communauté française est enregistré.

Pour l'accès à l'Internet, sont enregistrés l'URL, les dates et heures d'accès à cet URL, y compris le temps de chargement de l'URL.

Pour le courrier électronique, sont enregistrés le nombre de courriers électroniques, la présence et la taille de fichiers joints.

Sur base de ces éléments, une liste non individualisée est établie.

§ 2. Le contrôle est effectué dans le respect du principe de proportionnalité repris dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La collecte des données relatives aux accès à l'internet est limitée à ce qui est strictement nécessaire dans le cadre des finalités figurant à l'article 10.

Le comité d'accompagnement pour l'accès à Internet évalue régulièrement le système de contrôle mis en place afin de déterminer si en raison de développements technologiques, il est possible d'atteindre les finalités moyennant l'utilisation de moyens plus adéquats.

Les dispositions du présent code ne sauraient avoir pour effet d'entraver la recherche des auteurs d'infractions par les autorités judiciaires ou par la Commission de la Protection de la vie privée dans le cadre d'enquêtes menées dans le respect des procédures légales, ni la coopération des membres des services de la Communauté en ce sens.

§ 3. La durée de conservation des données enregistrées relatives aux accès à l'internet et au courrier électronique est fixée par les responsables du traitement en concertation avec l'Etnic. Elle n'est jamais supérieure à un an.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. En vue de la poursuite des finalités énumérées à l'article 10, au départ de la liste visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> alinéa, les membres du personnel de l'Etnic visés à l'article 9, alinéa 1 effectuent ponctuellement des analyses statistiques.

§ 2. En ce qui concerne l'utilisation d'Internet, les indices d'utilisation anormale peuvent consister notamment en des connexions longues et/ou fréquentes sur des sites dont l'accès ne peut manifestement pas être justifié d'un point de vue professionnel, ou des tentatives d'entrer dans des sites illicites bloqués par des logiciels 'ad hoc'.

Pour le courrier électronique, les indices d'utilisation abusive sont notamment l'importance de la fréquence et du nombre de courriers électroniques envoyés, la présence et la taille de fichiers joints.

Les responsables du traitement fixent en concertation avec l'Etnic la liste des critères à prendre en compte.

**Art. 13.** Lorsqu'à l'occasion de l'analyse statistique visée à l'article 12, l'Etnic détecte des indices d'utilisation anormale des ressources, elle en informe immédiatement la Commission de déontologie et le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>.

Lorsque l'Etnic détecte des indices d'utilisation anormale des ressources, elle peut, sans avertissement préalable des membres du personnel, bloquer :

- l'accès à certains sites utilisant trop de bande passante pour être consultés;
- l'accès aux sites de service de courrier électronique « webmail » permettant de consulter le courrier privé au moyen d'un navigateur « browser » sur le lieu de travail lorsque ces sites posent des problèmes de sécurité.

Lorsque l'Etnic détecte des indices d'utilisation anormale des ressources, elle peut, dans le respect des procédures prévues à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, bloquer :

- l'accès aux sites dont le contenu est jugé illégal, offensant ou inapproprié;

Les demandes individuelles motivées pour débloquent un de ces accès doivent être adressées par écrit au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou aux fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>.

L'Etnic, sur instruction de la Commission de déontologie, sans préjudice des nécessités liées à la sécurité des réseaux et des télécommunications, après avoir initié un processus d'information générale auprès des membres du personnel pendant lequel le contrôle se poursuit, et, en vue de la poursuite de l'une ou de l'ensemble des finalités décrites à l'article 10, procède aux enregistrements et traitements nécessaires à l'individualisation de l'analyse mais, elle ne peut en aucun cas, demander à accéder au contenu des données.

Après individualisation, l'Etnic communique les indices d'utilisation anormale et les données nécessaires à l'identification de l'utilisateur au Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou aux fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>.

Ces derniers procèdent à l'instruction requise, sans prendre connaissance du contenu des données électroniques, en vue, s'il échet, d'une saisine de la Commission de déontologie telle que prévue à l'arrêté du 18 avril 2003 portant le code de déontologie.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup> Lorsque l'Etnic constate des faits considérés comme graves, à savoir notamment :

- les faits illicites ou diffamatoires, contraires aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à la dignité d'autrui;
- les faits illicites ou frauduleux, notamment en vue de piratage informatique;
- l'atteinte ou la tentative d'atteinte aux intérêts de la Communauté française et notamment la divulgation d'informations confidentielles ou des tentatives d'accéder à des informations protégées;
- l'atteinte délibérée ou la tentative d'atteinte à la sécurité et/ou au bon fonctionnement des systèmes informatiques;
- l'usurpation d'identité;
- l'intrusion dans les données ou le courrier électronique d'un tiers en dehors des cas cités par le présent arrêté,

elle en informe immédiatement le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>.

Après avoir entendu le membre du personnel concerné, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup> peuvent, afin de préserver le bon fonctionnement des systèmes informatiques et le respect des lois, demander à l'Etnic de priver temporairement le membre du personnel de l'accès à une ou plusieurs ressources informatiques.

Dans ce cas, la Commission de déontologie est immédiatement informée des faits par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup> et rend au plus tard dans les trois mois de sa saisine son avis sur les mesures préconisées.

L'intervention de la Commission de déontologie se fait conformément à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains Organismes d'intérêt public.



§ 2. En cas d'atteinte à la sécurité et/ou au bon fonctionnement des systèmes informatiques, l'Etnic prend immédiatement toutes les mesures techniques nécessaires à la protection des systèmes et en informe le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, 3<sup>o</sup>.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Si une infraction à une ou plusieurs règles reprises dans le présent arrêté est avérée, les mesures prises à l'égard du membre dépendent de la gravité des faits constatés.

Les mesures pouvant être prises sont celles reprises aux articles 34 et 35 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le Code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'Intérêt public.

§ 2. En cas de non-respect des dispositions de l'article 3, § 2, le membre du personnel concerné est, au préalable, invité à procéder lui-même à la suppression du fichier à très bref délai. En cas d'absence prolongée du membre du personnel, ou de son refus de procéder aux suppressions demandées, l'Etnic, après concertation avec la hiérarchie fonctionnelle, peut effacer de tels fichiers par une intervention à distance ou locale sur le poste de travail.

§ 3. Si l'Etnic constate qu'en contravention avec l'article 7, § 2, un logiciel non autorisé a été installé par un membre du personnel sur du matériel et/ou des réseaux informatiques mis à disposition par les services de la Communauté française le membre du personnel concerné est invité, après concertation avec la hiérarchie fonctionnelle, à procéder lui-même à la suppression du logiciel dans un délai ne dépassant pas 5 jours ouvrables.

A défaut d'avoir supprimé ledit logiciel dans le délai imparti, l'Etnic procédera d'office à sa suppression. Dans ce cas, la conservation de données ou fichiers personnels liés au logiciel effacé ne peut être garantie.

**Art. 16.** Les enregistrements effectués dans le cadre du présent code constituent des traitements de données à caractère personnel vis-à-vis desquels les utilisateurs peuvent faire valoir leurs droits d'accès de rectification ou de suppression prévus aux articles 10 à 12 de la loi du 8 décembre 1992.

Tout utilisateur visé à l'article 2 confronté à une question de déontologie peut saisir la Commission de déontologie conformément à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le Code de déontologie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'Intérêt Public.

**Art. 17.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2001 portant création d'un comité d'accompagnement pour l'accès à l'internet via le serveur de la Communauté française, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En cas de réunions du Comité pour l'exercice de ses compétences visées à l'arrêté du Gouvernement du 13/12/2007 relatif au code de bonne conduite des utilisateurs des systèmes informatiques, du courrier électronique et d'internet au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII, les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> sont remplacés par trois experts techniques.

Dans ce cas, le Comité est composé de 12 membres. »

A l'article 6 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« En cas de réunions du Comité pour l'exercice de ses compétences visées par l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2007 relatif au code de bonne conduite des utilisateurs des systèmes informatiques, du courrier électronique et d'internet au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public relevant du comité de secteur XVII, le Comité ne peut délibérer valablement que si 6 de ses membres sont présents, dont au moins un représentant du Ministère de la Communauté française. »

**Art. 18.** Dans l'article 31 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2003 portant le code de déontologie des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française et de certains organismes d'intérêt public, les mots « , notamment » sont insérés entre les mots « veille » et les mots « au respect uniforme ».

**Art. 19.** Le Ministre qui a l'informatique administrative dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique, en charge de l'informatique administrative,  
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 654

[C — 2008/29092]

**13 DECEMBER 2007. – Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de gedragscode van de gebruikers van de computersystemen, van de e-mails en van het Internet binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, en op artikel 20, vervangen door de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij het decreet van 17 december 2003, en op artikel 13, zoals vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, 2<sup>e</sup> lid, zoals vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24, § 2, 1<sup>e</sup> lid;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 houdende oprichting van een begeleidingscomité voor de toegang tot het Internet via de server van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het besluit van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut, zoals gewijzigd bij het besluit van 2 september 2005;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 november 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 1 december 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 december 2004;

Gelet op het advies van het Interministerieel college van commissarissen van de Regering gegeven op 3 december 2004;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gegeven op 9 november 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » gegeven op 17 januari 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap gegeven op 28 januari 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gegeven op 21 maart 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Instituut voor Opleiding tijdens de loopbaan gegeven op 6 februari 2006;

Gelet op het akkoordprotocol nr. 344 van 6 oktober 2006 van het Onderhandelingscomité van sector XVII;

Gelet op het advies 42.341/2/V van de Raad van State gegeven op 25 juli 2007;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de bestuursinformatica behoort;

Na beraadslaging van de Regering van 13 december 2007,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit is van toepassing zodra een gebruiker zich verbindt met het computernetwerk van de diensten of instellingen bedoeld in § 2, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, ofwel met materiaal behorende tot deze diensten of instellingen ofwel met zijn eigen materiaal.

§ 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> « instellingen van openbaar nut die ressorteren onder de Franse Gemeenschap », de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII, met uitzondering van het « Commissariat Général aux relations Internationales (CGRI) »;

2<sup>o</sup> « Regering », de Regering van de Franse Gemeenschap;

3<sup>o</sup> « diensten van de Franse Gemeenschap », het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de instellingen van openbaar nut bedoeld in punt 1<sup>o</sup>, de Ministeriële kabinetten van de Regering, de « Service Permanent d'Assistance aux Cabinets de la Communauté Française (SEPAC) », het « Corps des Commissaires du Gouvernement », de Algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind;

4<sup>o</sup> « begeleidingscomité voor de toegang tot het Internet », het comité opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 houdende oprichting van een begeleidingscomité voor de toegang tot Internet via de server van de Franse Gemeenschap;

5<sup>o</sup> « Etnic: Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap », instelling van openbaar nut opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

6<sup>o</sup> « de commissie voor deontologie », de commissie opgericht bij artikel 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut;

7<sup>o</sup> Intranet: een privé-netwerk intern aan een organisatie;

Extranet: Een computernetwerk dat toelaat gegevens uit te wisselen tussen verschillende geïdentificeerde en instemmende organisaties;

Internet: Een netwerk van coöperatieve aard dat een internationaal adressensysteem gebruikt voor het verzenden van e-mails en bestanden tussen verschillende soorten computerresources verspreid over de hele wereld;

8<sup>o</sup> e-mail: elke elektronische mail met attachments, die kan worden opgeslagen in het computernetwerk of in het terminal equipment van de bestemming tot deze laatste hem opent;

9<sup>o</sup> Computernetwerk: de actieve of passieve transmissiesystemen, en in voorkomend geval, de omschakel- of routingsapparatuur en de andere middelen die het mogelijk maken signalen over te brengen via draad, via radiogolven, via optische of andere elektromagnetische middelen, voor zover zij gebruikt worden voor de transmissie van signalen ander dan de signalen van radio-omroep en televisieomroep;

10<sup>o</sup> Browser: Interface gecreëerd om de Internetresources van de World Wide Web (www) te raadplegen en ermee een uitwisseling te hebben;

11<sup>o</sup> Webmail : WEB-site die de versturing, de raadpleging en de verwerking van e-mails toelaat;

12<sup>o</sup> URL: letterwoord dat staat voor « Uniform Resource Locator ». Weg die de lokalisatie van een repertorium, een bestand of een resource aanduidt die zich op een netwerk van het Internet, extranet of intranet bevindt;

13<sup>o</sup> Verwerkingsverantwoordelijke: Functioneel verantwoordelijke;

14°: Computerresource: elk materiaal of elke software ter beschikking van een gebruiker;

15° Gebruiker: Personeelslid verbonden met het computernetwerk (privé- of professioneel gebruik);

16° Computersoftware « beroep » : computertoepassing die specifiek is voor de functionele behoeften.

**Art. 2.** In het kader van de beroepsrelatie die hen bindt met de diensten van de Franse Gemeenschap en in de mate waarin die beroepsrelatie het vergt, worden de gebruikers, in functie van de toegangsrechten die hun worden toegekend, verbonden met het Internet. De verbinding met het netwerk van de Franse Gemeenschap verleent hun het recht:

1° dat netwerk te gebruiken;

2° documenten te delen;

3° toegang te hebben tot:

a) de informatie betreffende de gemeenschappelijke diensten verleend door de diensten van de Franse Gemeenschap;

b) de informatie die hen toelaat de middelen die hun ter beschikking wordt gesteld, het best te gebruiken;

c) de informatie over de veiligheid, de controle en de bewaking van de systemen die ze gebruiken;

d) het netwerk van intranet en extranet (in voorkomend geval).

Zij hebben het recht, overeenkomstig het tweejaarlijkse vormingsplan bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003 betreffende het financieel beheer en de administratieve organisatie van de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap als dienst van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer, aangepaste opleidingen te krijgen teneinde correct gebruik te kunnen maken van het materiaal en de computersystemen die hun ter beschikking worden gesteld.

**Art. 3. § 1.** Behoudens voorafgaande toelating van zijn hiërarchische meerdere van rang 12 ten minste, kan de netwerkverbinding niet gebruikt worden:

1° met een winst oogmerk of om commerciële informatie te verspreiden en dit zowel binnen als buiten de diensten van de Franse Gemeenschap;

2° voor de raadpleging van pornografische of pedofiele sites of waarvan de inhoud de waardigheid van een ander zou kunnen schenden en inzonderheid de raadpleging van sites die discrimineren op basis van het geslacht, de seksuele oriëntatie, de handicap, de godsdienst of de politieke overtuigingen van een persoon of een groep personen of die strijdig zijn met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

§ 2. De netwerkverbinding kan niet gebruikt worden:

1° om elektronische mails over te dragen met de bedoeling hun verzender of de auteur van de oorspronkelijke elektronische mail te schaden;

2° met het oog op de verspreiding van privé of professionele informatie die de Franse Gemeenschap zou kunnen schaden.

3° voor de versturing van e-mails van pornografische of pedofiele aard of waarvan de inhoud de waardigheid van een ander zou kunnen schenden en inzonderheid de versturing van e-mails die discrimineren op basis van het geslacht, de seksuele oriëntatie, de handicap, de godsdienst of de politieke overtuigingen van een persoon of een groep personen of die strijdig zijn met de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 3. De repertoriums zijn bestemd voor het opslaan van professionele documenten.

De bewaring van de personele bestanden op het materiaal dat ter beschikking van de gebruikers wordt gesteld door de diensten van de Franse Gemeenschap wordt enkel toegelaten in de mate waarin deze weinig geheugen innemen en de bewaring ervan noch de goede werking van het materiaal, van de toepassingen en van de computernetwerken van de Franse Gemeenschap schaadt, noch de stockering van de professionele bestanden. De bewaring van persoonlijke dossiers op de computernetwerken die ter beschikking gesteld worden door de diensten van de Franse Gemeenschap wordt niet toegelaten.

Het Etnic bepaalt in samenwerking met de diensten van de Franse Gemeenschap de nadere regels die in dat kader aangeraden worden via een online informatie van de gebruikers.

**Art. 4. § 1.** Het e-mailsysteem is voor een professioneel gebruik bestemd.

Het occasioneel privé-gebruik wordt evenwel toegelaten op voorwaarde dat het geenszins de uitvoering van de opdrachten van de diensten van de Gemeenschap en de productiviteit van het personeelslid schaadt en het niet tegenstrijdig is met de bepalingen van dit besluit.

Wanneer een personeelslid de tolerantie gebruikt die hem toegekend wordt om een e-mail privé te gebruiken, moet hij elke vermelding met betrekking tot de diensten van de Franse Gemeenschap zoals de automatische handtekening en elke andere verwijzing die zou kunnen laten geloven dat de e-mail in het kader van de uitvoering van zijn ambt geschreven is, verwijderen van de tekst van de e-mail.

§ 2. De gebruikers kunnen niet zonder reden de interne mailboxes overbelasten door zware attachments te versturen. Het Etnic bepaalt in overleg met de diensten van de Franse Gemeenschap de nadere regels die aangeraden zijn in dat kader via een online informatie van de gebruikers.

**Art. 5.** De toegang tot het Internet, het intranet en het extranet worden beperkt tot een professioneel gebruik.

Het occasioneel privé-gebruik wordt toegelaten op voorwaarde dat het geenszins de uitvoering van de opdrachten van de diensten van de Franse Gemeenschap en het werk van het personeelslid schaadt en het niet tegenstrijdig is met de bepalingen van dit besluit.

**Art. 6.** § 1. Bij de verbinding met het computernetwerk of met elke andere computerbron moet de gebruiker zijn persoonlijke identificatiemiddelen gebruiken die niet aan een derde mogen meegegeed of toevertrouwd worden.

In uitzondering van het vorige lid kan de gebruiker verplicht worden, voor de continuïteit van de dienst, aan zijn hiërarchische meerdere van ten minste rang 12 zijn persoonlijke identificatiemiddelen mee te delen.

§ 2. Het is verboden zich gelijktijdig te verbinden met het netwerk van de Franse Gemeenschap en met elk ander computernetwerk, inzonderheid via een modem.

Dat verbod geldt eveneens voor de persoonlijke draagbare computers die verbonden kunnen worden met het netwerk van de Franse Gemeenschap.

De gemotiveerde aanvragen om afwijking van deze regel moeten schriftelijk gericht worden tot de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of tot de leidende ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, 3° die voorafgaande aan de beslissing het technisch advies van het Etnic inwinnen.

§ 3. De bestanden waarvan de extensie opgenomen wordt in de lijst, die het Etnic opstelt en regelmatig bijwerkt, en die in attachment bij een e-mail verschijnen, kunnen om veiligheidsredenen noch geopend, noch uitgevoerd worden behalve op gemotiveerde aanvraag door het personeelslid via de hiërarchische meerdere en uitdrukkelijke toelating van het Etnic.

§ 4. Geen enkele informatie die de toegang tot het Intranet kan vergemakkelijken voor personen buiten de diensten van de Franse Gemeenschap, kan op eender elke wijze verspreid worden door de gebruikers. Enkel het bestuur kan het doen in samenwerking met het Etnic en enkel om technische redenen.

§ 5. De gebruiker van een computerresource kan de automatische update van de antivirus- programma's en de computersoftwares « beroep » geïnstalleerd op die resource niet deactiveren of blokkeren.

**Art. 7.** Wanneer de in artikel 1 bedoelde gebruikers de computerresources gebruiken die hen ter beschikking worden gesteld, zorgen zij voor de naleving van de auteursrechten en van de andere intellectuele eigendomsrechten van derden over de informatie of softwares die zij gebruiken.

Teneinde de samenhang en de veiligheid van de computerconfiguraties te verzekeren heeft enkel het Etnic, na overleg met de diensten van de Franse Gemeenschap het recht software te installeren op de computers van de diensten van de Franse Gemeenschap of een gebruiker of een derde te machtigen het te doen, na de geldigheid van de vergunningscontracten gebonden aan de bedoelde software te hebben nagekeken.

**Art. 8.** De Commissie voor deontologie wordt belast met de controle op de naleving van de verplichtingen die uit dit besluit voortvloeien.

**Art. 9.** De inzameling en de verwerking van de gegevens die noodzakelijk zijn voor de controle gevoerd door de Commissie voor deontologie worden uitgevoerd door de personeelsleden van het Etnic voorafgaand aangesteld door de Leidende ambtenaar van het Etnic.

De Leidende ambtenaar informeert de Regering over die aanstellingen.

Het Etnic registreert en onderzoekt de statistieken van de toegangen tot het Internet, als onderaannemer in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, binnen de perken bepaald in de artikelen 11 en 13 van dit besluit.

Er worden overeenkomsten gesloten tot regeling van de verplichtingen bepaald in artikel 16 van de wet van 8 december 1992 tussen het Etnic en de verantwoordelijken voor de verwerking. In het kader van de uitvoering van hun opdracht worden de personeelsleden van het Etnic tot een strikte vertrouwelijkheid gehouden. Zij ondertekenen een verklaring met betrekking tot het vertrouwelijke karakter van de gegevens.

**Art. 10.** De doelstellingen van de controle bedoeld in artikel 9 zijn de volgende:

- de veiligheid en de goede werking van de computersystemen van de diensten van de Franse Gemeenschap nakijken en waarborgen;
  - het bestaan van ongeoorloofde of lasterlijke feiten, feiten die strijdig zijn met de goede zeden of de waardigheid van een andere persoon kunnen schaden, vaststellen;
  - er voor zorgen of vaststellen dat geen enkel resource kan worden of wordt gebruikt op eender welke door de wet verboden wijze of die een andere persoon zou kunnen schenden;
  - de naleving van de in dit besluit opgenomen principes en regels door de gebruiker controleren;
- de kosten evalueren die voortvloeien uit het gebruik van de communicatiemiddelen bedoeld in dit besluit.

**Art. 11.** § 1. Met het oog op de naleving van de doelstellingen bedoeld in artikel 10 wordt het geheel van de toegangen tot het Internet vanuit het netwerk van de diensten van de Franse Gemeenschap geregistreerd.

Voor de toegang tot het Internet worden de URL, datum en uur van de toegang tot die URL geregistreerd, met inbegrip van de ladingstijd van de URL.

Het aantal e-mails, de aanwezigheid en de omvang van attachments worden geregistreerd.

Op basis van die elementen wordt een niet-geïndividualiseerde lijst opgemaakt.

§ 2. De controle gebeurt met inachtneming van het principe van evenredigheid opgenomen in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De inzameling van de gegevens betreffende de toegang tot het Internet wordt beperkt tot wat strikt noodzakelijk is in het kader van de doelstellingen bedoeld in artikel 10.

Het begeleidingscomité voor de toegang tot het Internet evalueert regelmatig het controlesysteem dat werd opgesteld teneinde te bepalen of het wegens technologische ontwikkelingen mogelijk is de doelstellingen te bereiken mits het gebruik van beter aangepaste middelen.

De bepalingen van deze code zouden niet als gevolg kunnen hebben dat het opsporen van de daders van overtredingen door de gerechtelijke overheden of door de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke levenssfeer in het kader van onderzoeken gevoerd met inachtneming van wettelijke procedures, noch de medewerking van de leden van de diensten van de Gemeenschap in die zin, worden belemmerd.

§ 3. De duur van bewaring van de geregistreerde gegevens betreffende de toegang tot het Internet en de e-mails wordt bepaald door de verantwoordelijken voor de verwerking in overleg met het Etnic. Hij mag nooit langer dan een jaar zijn.



**Art. 12.** § 1. Met het oog op het bereiken van de doelstellingen bedoeld in artikel 10, vanuit de lijst bedoeld in artikel 11, § 1, 4<sup>e</sup> lid, voeren de personeelsleden van het Etnic bedoeld in artikel 9, 1<sup>e</sup> lid, op een bepaald tijdstip statistische onderzoeken.

§ 2. Wat het gebruik van Internet betreft, kunnen de aanwijzingen van abnormaal gebruik inzonderheid bestaan in lange en/of regelmatige verbindingen op sites waarvan de toegang blijkbaar niet verantwoord kan worden vanuit een professioneel standpunt, of van pogingen om op verboden sites, geblokkeerd door de aangepaste software, te treden.

Voor de e-mails zijn de aanwijzingen van misbruik inzonderheid de grote regelmatigheid en het aantal verstuurd e-mails, de aanwezigheid en de omvang van de attachments.

De verantwoordelijken voor de verwerking stellen in overleg met het Etnic de lijst vast van de criteria die in aanmerking moeten worden genomen.

**Art. 13.** Wanneer het Etnic bij het statistische onderzoek bedoeld in artikel 12 aanwijzingen van abnormaal gebruik van de resources vindt, informeert het onmiddellijk de Commissie voor deontologie en de Secretaris-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de Leidende ambtenaren van de in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup> bedoelde instellingen erover.

Wanneer het Etnic aanwijzingen van abnormaal gebruik van de resources ontdekt, kan het zonder waarschuwing van de personeelsleden :

- de toegang tot sommige sites blokkeren die teveel spraakbandbreedte vergen om te worden geraadpleegd;
- de toegang tot de e-mailsites die toegang verlenen tot « webmail » blokkeren die toelaat via een browser de privé-mails te raadplegen op de werkplaats wanneer deze sites veiligheidsproblemen vertonen.

Wanneer het Etnic aanwijzingen van abnormaal gebruik van de resources ontdekt, kan het met inachtneming van de in artikel 14, § 1 bedoelde procedures:

- de toegang tot sites blokkeren waarvan de inhoud onwettelijk, beledigend of ongepast geacht wordt.

De gemotiveerde individuele aanvragen om een van die toegangen te deblokken, moeten schriftelijk aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gericht worden of aan de leidende ambtenaren van de in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup> bedoelde ambtenaren.

Het Etnic voert, op aanvraag van de Commissie voor deontologie, onverminderd de noodwendigheden in verband met de veiligheid van de netwerken en telecommunicatie, na een algemeen informatieproces te hebben gestart bij de personeelsleden waarbij de controle voortgezet wordt en, met het oog op het bereiken van een of van het geheel van de doelstellingen bedoeld in artikel 10, de registratie en de nodige verwerkingen voor de individualisering van het onderzoek uit, maar kan geenszins vragen om toegang te krijgen tot de inhoud van die gegevens.

Na individualisering, deelt het Etnic de aanwijzingen van abnormaal gebruik en de gegevens nodig voor de identificatie van de gebruiker mee aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of aan de Leidende ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup>.

Deze laatste voeren het vereiste onderzoek, zonder kennis te nemen van de inhoud van de elektronische gegevens, met het oog, in voorkomend geval, op een aanhangigmaking bij de Commissie voor deontologie zoals bepaald in het besluit van 18 april 2003 houdende de Gedragscode.

**Art. 14.** § 1. Wanneer het Etnic feiten vaststelt die als ernstig worden beschouwd, inzonderheid:

- ongeoorloofde of lasterlijke feiten, feiten die strijdig zijn met de goede zeden of de waardigheid van een andere persoon kunnen schenden;
- ongeoorloofde of frauduleuze feiten, inzonderheid inzake computerkraken;
- het schaden of proberen schaden van de belangen van de Franse Gemeenschap en inzonderheid de mededeling van vertrouwelijke informatie of pogingen om tot beschermde informatie toegang te krijgen;
- de opzettelijke bedreiging of de poging tot opzettelijke bedreiging van de veiligheid en/of het opzettelijk belemmeren of de poging tot belemmering van de goede werking van de computersystemen;
- de aanmatiging van een identiteit;
- de inmenging in de gegevens of de e-mails van een derde buiten de gevallen opgenomen bij dit besluit,

informeert het onmiddellijk de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidende ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup> erover.

Na het betrokken personeelslid gehoord te hebben, kan (kunnen) de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidende ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup>, om de goede werking van de computersystemen en de naleving van de wetten te garanderen, aan het Etnic vragen het personeelslid de toegang tot een of meerdere computerresources te verbieden.

In dat geval wordt de Commissie voor deontologie onmiddellijk geïnformeerd over de feiten door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidende ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup> en geeft ten laatste binnen de drie maanden van de aanhangigmaking haar advies over de voorgestelde maatregelen.

Het optreden van de Commissie voor deontologie gebeurt overeenkomstig artikel 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. Ingeval de veiligheid en/of de goede werking van de computersystemen in het gedrang komen, treft het Etnic onmiddellijk alle nodige technische maatregelen voor de bescherming van de systemen en informeert de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of de leidende ambtenaren bedoeld in artikel 1, § 2, 3<sup>o</sup> erover.

**Art. 15. § 1.** Als een overtreding van een of meerdere in dit besluit opgenomen regels blijkt, hangen de maatregelen die tegenover het personeelslid getroffen worden van de ernst van de vastgestelde feiten af.

De maatregelen die getroffen kunnen worden, zijn deze die opgenomen zijn in de artikelen 34 en 35 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. Bij niet-naleving van de bepalingen van artikel 3, § 2, wordt het betrokken personeelslid voorafgaand uitgenodigd zelf het dossier op zeer korte tijd te verwijderen. Bij lange afwezigheid van het personeelslid of bij weigering om de gevraagde verwijderingen te voeren, kan het Etnic na overleg met de functionele hiërarchie zulke dossiers verwijderen door een interventie vanop afstand of plaatselijk op de computer.

§ 3. Als het Etnic vaststelt dat in overtreding van artikel 7, § 2, een niet-toegelaten software door een personeelslid geïnstalleerd is op het materiaal en/of de computernetwerken ter beschikking gesteld door de diensten van de Franse Gemeenschap, wordt het betrokken personeelslid uitgenodigd, na overleg met de functionele hiërarchie, zelf de verwijdering van de software te voeren binnen een termijn die 5 niet werkdagen overschrijdt.

Indien de bedoelde software niet verwijderd is binnen de termijn, zal het Etnic van rechtswege de verwijdering voeren. In dat geval kan de bewaring van de persoonlijke gegevens of dossiers gebonden aan de software niet gegarandeerd worden.

**Art. 16.** De gegevens die opgeslagen zijn in het kader van deze gedragscode zijn een verwerking van persoonsgegevens tegen welke de gebruikers hun rechten kunnen laten gelden voor de toegang tot de verbetering of de verwijdering bepaald in de artikelen 10 tot 12 van de wet van 8 december 1992.

Elke in artikel 2 bedoelde gebruiker die geconfronteerd wordt met een deontologisch probleem, kan dit voorleggen aan de Commissie voor deontologie overeenkomstig artikel 32, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut.

**Art. 17.** In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2001 houdende oprichting van een begeleidingscomité voor de toegang tot het Internet via de server van de Franse Gemeenschap, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 1<sup>e</sup> en het 2<sup>e</sup> lid:

« Voor de vergaderingen van het Comité voor de uitoefening van zijn bevoegdheden bedoeld in het besluit van de Regering van 13 december 2007 betreffende de gedragscode van de gebruikers van de computersystemen, van de e-mails en van het Internet binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder comité van sector XVII ressorteren, worden de in het 1<sup>e</sup> lid, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> bedoelde leden vervangen door drie technische deskundigen. In dat geval bestaat het comité uit 12 leden. »

In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het volgende lid ingevoegd tussen het 3<sup>e</sup> en het 4<sup>e</sup> lid:

« Voor de vergaderingen van het Comité voor de uitoefening van zijn bevoegdheden bedoeld in het besluit van de Regering van 13/12/2007 betreffende de gedragscode van de gebruikers van de computersystemen, van de e-mails en van het Internet binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen voor openbaar nut die onder comité van sector XVII ressorteren, kan het Comité slechts geldig beraadslagen en beslissen als zes van de leden aanwezig zijn, waaronder minstens een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 18.** In artikel 31 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2003 houdende de Gedragscode voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van sommige instellingen van openbaar nut, wordt het woord « inzonderheid » ingevoegd tussen de woorden « zorgt » en « voor de naleving op gelijke voet ».

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheid de bestuursinformatica behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 december 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Ambtenarenzaken, belast met de Bestuursinformatica,  
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 655

[C — 2008/29097]

**21 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
établissant le coût moyen brut pondéré d'un membre du personnel d'une haute école  
par groupe de fonctions pour l'année 2008**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2007;